

# RAPPORT D'ORIENTATION 2013

L'intégralité du  
rapport est  
accessible sur  
notre site :  
[www.snitpect.fr/](http://www.snitpect.fr/)



Après l'avis  
de tempête,  
l'important  
c'est de  
**garder le cap !**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013 arrive bientôt, et le corps des ITPE reste le corps des ITPE.

Une banalité ? Non, un événement !

Car souvenons-nous, à la même époque l'année dernière, nous annonçons le calendrier que l'administration voulait nous imposer par la force, et qui paraissait alors inéluctable : la création d'un nouveau corps à cette date, et donc la fin de notre corps des ITPE, sans qu'on puisse y trouver une raison ni un intérêt valables.

Lors du congrès 2011, nous avons dénoncé cette marche forcée vers un horizon bouché que nous ne voulions pas. Nous nous félicitons du résultat historique des élections à la CAP, avec 80,5 % en faveur du SNITPECT-FO, résultat jamais atteint jusque-là.

Mais, nous annonçons une année 2012 difficile, cruciale, pendant laquelle la bataille serait féroce. J'exhortais alors les ITPE à se mobiliser encore plus fortement pour contrer le projet funeste de fusion lancé par l'administration, ce vaste chantier de démolition conçu non seulement pour entraîner une régression, mais également un confinement du corps d'ingénieurs dans des postures d'exécution, sans possibilité d'occuper les postes à responsabilité nécessaires pour porter notre vision du service public.

## Cette première bataille, nous l'avons gagnée, et ce grâce à vous !

Nous avons montré que, par la mobilisation et l'action collective qui font notre force, nous pouvons **vaincre** et infléchir le cours des événements. Après la mobilisation sans précédent pour les élections à la CAP, la manifestation du 9 février fut une réussite totale et un triomphe pour Force Ouvrière, portant un coup d'arrêt au projet que l'administration voulait glisser dans les tuyaux interministériels de signature avant les élections présidentielles pour le rendre inéluctable.

Les Assises seront-elles la graine, semée par le SNITPECT-FO depuis déjà deux ans, du renouveau et de la dynamique de l'ingénieur du service public ? Il est encore tôt pour le dire. Mais les orientations posées lors de notre congrès de 2011, avec en ligne de mire un drôle de nom, « Ingénieur de la République », sont plus que jamais d'actualité. Nous devons montrer que nous pouvons **convaincre**.

Nous devons maintenant **garder le cap**.

Et cela passe tout d'abord par **la réussite des Assises de l'ingénieur**. Avec, je n'en doute pas, une participation des plus motivées aux réunions et échanges inter-régionaux, les ITPE devront être des acteurs incontournables des Assises qui doivent avoir lieu au premier trimestre 2013. Ils devront être vigilants, pour que les thématiques qui auront été portées sur le terrain soient bien intégrées aux réflexions finales, pour que l'administration ne transforme pas cet exercice en simple « passage obligé » prétexte à mettre en avant une volonté de dévalorisation de la filière technique.

Nous devons donc être présents pour conclure positivement les Assises, et nous y travaillons déjà en sollicitant les ministres pour qu'elles assument un réel portage politique. D'ores et déjà, Delphine Batho, ministre du MEDDE, a affirmé devant l'ensemble des fédérations syndicales que l'une de ses priorités serait de

mener une réflexion sur la place des métiers de l'ingénieur, qu'elle organisera les Assises, avec l'intention d'y participer.

L'administration devra afficher des conclusions concrètes, un plan d'action à la hauteur des besoins du service public, un avenir et une ambition pour les ingénieurs et l'ingénierie, au niveau des enjeux cruciaux du développement et de l'aménagement durables de notre territoire durant les trente prochaines années.

En corollaire, bien sûr, **le devenir de notre école**, l'ENTPE, devra être évoqué. Elle doit voir sa position renforcée, et comme nous l'avons vu dans le rapport d'activité de cette année, pour conforter et diversifier la formation d'élèves ingénieurs fonctionnaires, et répondre à la demande des employeurs. Voire la développer ! si cette idée va à l'encontre d'un dogme généralement acquis, à savoir que le nombre d'ingénieurs fonctionnaires doit inéluctablement diminuer, la réalité de terrain montre une demande de plus en plus forte d'employeurs de plus en plus nombreux, d'où la politique de restriction de l'essaimage d'une DRH qui veut conserver la totalité de la « ressource ».

L'ENTPE c'est aussi **la recherche consolidée**, ouverte à plus d'élèves ingénieurs, avec des laboratoires en mesure d'accueillir les doctorants. C'est l'engagement de l'administration à maintenir et développer les moyens nécessaires, ainsi qu'à faciliter les prises de poste post-doctorats.

Enfin, l'analyse ne serait pas complète sans qu'il soit produit un **projet de statut** adéquat. Le corps des ITPE, on le sait, a toujours été celui qui a montré la voie en matière statutaire, ouvrant de nouvelles perspectives aux autres corps d'ingénieurs. De l'aveu même du directeur de cabinet du ministère de la Fonction Publique rencontré par le SNITPECT-FO les 8 et 9 février 2012, notre statut a servi de base à la construction du cadre d'emplois des ingénieurs de la Fonction Publique Territoriale. Est-ce dû à une certaine pugnacité des ITPE dans la défense de leurs revendications légitimes ? Toujours est-il qu'encore une fois, il nous faudra obtenir cette avancée statutaire, outil nécessaire à la mise en oeuvre des ambitions qui seront affichées.

Notre revendication d'un corps inter-fonctions publiques a pu, un certain temps, faire sourire. Aujourd'hui, elle est reprise par d'autres. De fait, elle constitue une vraie réponse aux enjeux liés à la mobilité, la gestion de la compétence et les besoins de la sphère publique. A force de conviction, nous pouvons la rendre plausible, réaliste, et enfin concrète.

**Garder le cap**, c'est développer encore notre réseau d'influence.

L'année 2012 a vu le renforcement de notre **communication d'influence**, vers les structures des ministères, vers les élus et les parlementaires. Nous avons maintenu et renforcé les liens avec les médias, dont nous sommes devenus des interlocuteurs réguliers.

Dans le même temps, le SNITPECT-FO s'est ouvert aux réflexions extérieures, en développant les invitations auprès de personnalités notamment du milieu universitaire, qui viennent s'exprimer lors de débats dans nos instances.

Le travail de réflexion sur les réseaux et les populations d'ingénieurs commence à porter ses fruits.

Preuve s'il en est, l'action de notre syndicat n'est pas étrangère à la prise de conscience politique de la valeur inestimable de l'ingénierie publique pour la Nation. Parfois bien seul et à contre-courant des idées reçues ou des dogmes ancrés dans l'esprit de la haute administration, notre syndicat a su porter ses analyses et alertes à tous les niveaux pertinents, se faire connaître et apprécier à l'extérieur de nos ministères, quitte à irriter certains hauts fonctionnaires dogmatiques et parfois même à se faire traiter de syndicat ringard...

Il faut continuer de convaincre, d'expliquer, d'informer, et de rassembler autour de nos idées la plus grande coalition d'intérêts possibles. Obtenir la plus grande visibilité pour notre syndicat et pour notre action, c'est aussi avoir l'opportunité de diffuser nos idées et de peser sur les orientations et les décisions. C'est enfin pouvoir défendre les missions scientifiques et techniques de la sphère publique, répondant aux besoins actuels et futurs de la Nation, et y promouvoir la valorisation des compétences et des parcours professionnels des ITPE quel que soit leur lieu d'exercice.

**Garder le cap**, c'est aussi hélas continuer **de lutter contre une RGPP** qui n'ose plus dire son nom, mais dont nous avons vu qu'elle était loin d'être moribonde, par l'inertie des structures et par les orientations du nouveau gouvernement.

Après la décision gouvernementale de « clôturer la RGPP », les actions RGPP continuent d'être mises en oeuvre ! L'œil toujours fixé sur les feux verts des tableaux de bord de la DGME, notre administration reste le pied collé au plancher, quitte à se faire flasher par les radars syndicaux.

Dans le même temps, les nouvelles orientations – clairement affichées dans les lettres de cadrage de juillet – n'augurent rien de mieux : décentralisation annoncée, baisses d'effectifs et de moyens, restrictions budgétaires et salariales. Et à la clé, de nouvelles réorganisations qui risquent de se dévoiler dévastatrices pour les missions, les services et les agents.

Le SNITPECT-FO continuera de défendre les missions et les agents contre ces actions de destruction, quel que soit le nom qu'on leur donne !

En 2013 également nous devons nous prémunir contre les réorganisations sauvages, dénoncer les suppressions de moyens, exiger le maintien et le développement de missions de service public. Nous avons vu que nous avons pu avec succès porter notre lutte contre la RGPP hors des limites du ministère. Nous devons continuer dans la même voie.

Pour **garder le cap** dans les domaines scientifiques et techniques, nous devons continuer à être présents dans les réflexions entourant le réseau scientifique et technique – comme nous avons su le faire en 2011 et en 2012 –, lieu stratégique de développement de l'expertise et de la recherche appliquée, qui doit rester au sein du ministère tout en étant largement ouvert aux collectivités locales.

**Garder le cap**, c'est défendre encore et toujours la culture que nous avons développée et qui est garante de l'efficacité de notre action.

En premier lieu, porter avec constance et ambition, même si, encore une fois, le SNITPECT-FO se situe à contre-courant d'une grande partie de notre haute administration, nos réflexions sur le **management social public**. Il est grand temps d'ouvrir les yeux sur les conséquences catastrophiques du New Public Management qui nous est venu du Canada et des Etats Unis, destructeur de sens et de missions du service public.

Le sens de nos missions, de notre devoir, de la raison même qui nous a fait embrasser la carrière de fonctionnaire, semble avoir disparu sous la poussée de cette mode perverse. Si nous déplorons aujourd'hui de nombreux dysfonctionnements de notre fonction publique, si à l'intérieur même de nos ministères, beaucoup de machines se grippent, faut-il accuser des fonctionnaires moins consciencieux, moins responsables, moins performants, ou faut-il se poser la question du sens disparu, des moyens inexistantes, des organisations kafkaïennes, du management inhumain ?

Le SNITPECT-FO milite pour un **nouveau pacte social** entre agents et fonction publique : nécessité de construire un projet cohérent et ambitieux qui motive les agents, nécessité de restaurer les valeurs intrinsèques motrices de leur engagement, mise en œuvre d'un « nouveau management public social » plus participatif et solidaire, stabiliser les organisations, investir dans le travail en réseau technique, mettre en œuvre une vraie GPECC, reconnaître la valeur du dialogue social.

Le SNITPECT-FO s'est situé à la pointe de ce combat. Il doit conforter ses positions et les vulgariser auprès des vecteurs d'influence.

Notre culture, c'est **aussi le dialogue social et la CAP**. Nous avons vécu une période où le terme même de social était méprisé. Le SNITPECT-FO s'est battu pour le dialogue social qui constitue un élément indispensable du fonctionnement normal de nos institutions. Nous devons ainsi redonner au dialogue social un degré de reconnaissance complètement perdu de vue aujourd'hui. Il doit bénéficier des marges nécessaires, il doit rénover et re-légitimer le paritarisme.

Nous devons en particulier défendre notre institution CAP. Car les dangers qui la guettent se rapprochent dangereusement. Nous voyons en effet son périmètre d'intervention fondre comme la banquise en plein réchauffement climatique :

- fin des recours sur coefficients individuels et sur bonifications d'ancienneté,
- suppression de la liste additive de postes vacants,
- limitation de la liste de postes vacants avec utilisation de plus en plus large de listes « en temps réel » comme MOBEX ou BIEP, qui ne sont plus liées au rythme des CAP et qui ne permettent donc plus de donner un avis préalable et de défendre les agents.
- multiplication des arbitrages intercorps et interbop, hors CAP, dans la plus grande opacité, et là aussi sans possibilité de défense des agents.

L'action du SNITPECT-FO devra dès 2013 être déterminée pour revenir à un fonctionnement normal de cette instance, autorisant la défense de tous les ITPE et en toute transparence des décisions de l'administration.

**Garder le cap**, c'est assurer l'évolution cohérente de la **gestion de notre corps**, qui bénéficie depuis 2011 d'une nouvelle charte de gestion. Pour cela, plusieurs pistes d'amélioration s'ouvrent :

La gestion des spécialistes et experts doit être améliorée. Un travail de défrichage avec l'administration a été mené, il faudra le conclure en tirant toutes les conséquences, en particulier en terme de valorisation de l'expertise et du séniorat.

La gestion des promotions doit également progresser : meilleure adaptation entre les profils et les postes, meilleure prise en compte des aspirations personnelles et des contraintes, possibilités accrues d'accès à l'ICRGS, y compris pour les ingénieurs divisionnaires promus par le principalat normal. L'accès à l'emploi d'ingénieur en chef doit devenir une réalité de carrière pour tous les ITPE.

Notre gestion doit évoluer car le périmètre de nos employeurs a évolué. D'un employeur massivement majoritaire (l'ex-ministère de l'Équipement), nous sommes maintenant passé à plusieurs, avec un nombre qui ne cesse de croître. Certains sont de gros employeurs, d'autres non, certains sont stratégiques pour notre avenir, d'autres moins. Tous réclament des ITPE, et tous doivent exprimer leurs besoins en compétences et en personnels. La gestion de notre corps ne peut donc être conçue à partir du prisme étroit d'une DRH, fut-elle sous double tutelle ministérielle, qui déciderait de tout en étant juge et partie, le plus souvent au détriment des autres employeurs.

Ainsi, le SNITPECT-FO devra développer le concept d'un **Conseil des employeurs stratégiques**, qui permettrait aux employeurs des ITPE d'avoir leur mot à dire sur les capacités de recrutement des élèves ingénieurs de l'ENTPE, sur les premières affectations, les parcours diversifiés profitant à tous les employeurs, les compétences à développer et à mobiliser, les positionnements et les valorisations à obtenir.

**Garder le cap,** c'est prévoir l'organisation syndicale de demain.

Devant l'évolution parfois désordonnée des structures, face à ce qu'on peut appeler une « dérive des employeurs-continentes », chaque nouvel employeur développant sa propre culture de gestion souvent différente de la culture initiale du « ministère mère », notre syndicat doit préserver sa capacité de défense des intérêts collectifs et individuels à partir d'éléments partagés. Il doit conserver le lien avec tous les ITPE, y compris les plus isolés. Pour cela, notre organisation doit s'adapter : développer les travaux en réseau, conforter sa position au sein de Force Ouvrière et notamment dans chacune des structures d'emploi, faire évoluer le fonctionnement de nos instances et de nos mandats syndicaux. Elle doit s'appuyer sur des outils rénovés, plus efficaces, plus simples d'utilisation, plus interactifs. Elle doit entrer de plain pied dans l'ère du multimédias. Ces évolutions sont nécessaires pour conserver et conforter notre présence, notre militantisme, notre capacité d'intervention.

**Après avoir échappé avec succès à la fin du monde que leur prévoyait l'administration fin 2012, les ITPE sont dans une trajectoire de réussite. Malgré les avis de tempêtes qui se profilent, ils doivent garder le cap !**

Au cours des trois années – formidables ? épiques ? voire parfois rocambolesques ? – qui viennent de s'écouler, nous avons posé les bases de notre action. Nous avons dit non au pseudo avenir auquel on nous destinait. Nous avons montré notre détermination, nous avons brillamment consolidé notre présence dans les instances représentatives, nous avons obtenu des moyens pour gérer notre corps : une nouvelle charte, des promotions améliorées, des rémunérations plus attractives.. Nous

avons enfin obtenu que l'administration ouvre le débat sur l'avenir des ingénieurs lors des Assises qui sont programmées.

Ces années d'intenses luttes et combats, auront également été des années de grands succès collectifs, de démonstrations de force réussies et de résultats tangibles obtenus.

Au cours de ces trois années, j'ai été grandement honoré de la confiance et de la considération que les ITPE ont bien voulu m'accorder. La responsabilité était lourde, les décisions difficiles, mais la fierté de vous représenter, toutes et tous, et de vous voir unis, fut immense. Rien n'aurait été possible sans votre motivation, votre solidarité et votre engagement. Je vous en remercie. Vous faites du SNITPECT-FO un « petit-mais-puissant-syndicat », reconnu et respecté (redouté ?) largement au-delà de nos périmètres ministériels !

2013, année gagnée sur le calendrier administratif, devra être le moment de la reconstruction, à partir du travail et de la mobilisation des ITPE lors des Assises, d'un dialogue que nous souhaitons enfin constructif avec l'administration pour bâtir une dynamique double :

- celle relative aux missions nécessaires aux enjeux du pays,
- celle portant sur l'adaptation du corps à la réussite de ces missions quel que soit leur lieu d'exercice

La qualité de ce dialogue dépendra bien sûr de notre propre engagement, mais aussi de la manière dont l'administration ouvrira des débats loyaux, francs et sans arrière-pensées.

Le cadre est donc posé. Notre congrès des 6 et 7 décembre 2012, qui s'annonce encore une fois passionnant et innovant, en définira de manière précise les actions pour une mise en œuvre concrète.

**Merci et bravo à tous !**

